Bidonville de Roms à Grenoble : Eric Piolle (EELV) alerte François Hollande

08/07/2015 à 23h27

Le maire de Grenoble a décidé d'envoyer un courrier au président de la République pour l'alerter sur la situation d'un campement de Roms à Grenoble devenu un bidonville rassemblant plusieurs centaines de personnes, dont la moitié d'enfants. Il s'en explique.

Les signataires :
Monsieur Eric Piolle, maire de Grenoble
Monseigneur de Kerimel, évêque de Grenoble – Vienne
Monsieur Raid Azouni, conseil des imams de l'Isère
Monsieur Nissim Sultan, rabbin de Grenoble
Monsieur Jean-Marc Lefèbvre, secrétaire général du diaconat protestant
Monsieur Francis Silvente, FNARS – Rhône-Alpes
Monsieur Guy Brachet, président du Secours catholique de l'Isère



Extraits de la lettre envoyée au président de la République

Monsieur le Président de la République,

En janvier 2012, vous annonciez que la jeunesse serait la « grande priorité », le pilier de votre quinquennat. Cette ambition, vous l'avez rappelée à de nombreuses reprises dont ici même, à Grenoble, en janvier 2013, lors de vos vœux à la jeunesse : « aider la jeunesse c'est donner un horizon à toute la France, à toute la société », déclariez-vous dans l'enceinte de la Maison de la culture.

Aujourd'hui, dans cette ville que vous qualifiiez alors de « la plus jeune de France », la population du bidonville dite : « camp Esmonin », dont la moitié sont des enfants, se tourne vers vous. Par cette lettre, nous vous interpellons car nous voulons croire que vos engagements comptent pour vous autant qu'ils comptent pour nous, responsables publics, associatifs, religieux et acteurs de terrains. […]

A quelques semaines de l'évacuation du campement, ensemble, nous tirons la sonnette d'alarme : **une fois encore, aucun dispositif d'Etat n'est prévu pour mettre dignement à l'abri les personnes qui souhaitent s'intégrer.**

Monsieur le Président, devant ces drames à venir, votre responsabilité d'humaniste et de Républicain est engagée. Si « aider la jeunesse c'est donner un horizon à toute la France », alors n'abandonnez pas plus longtemps ces jeunes et leurs familles, qui comptent parmi les plus vulnérables du territoire national. A l'heure où notre société est fragilisée par une crise multiforme qui menace les fondements même de notre pacte républicain, il est essentiel que l'Etat demeure le garant de la justice sociale et de la dignité humaine.

Source

Merci à **Mielrubis**